



LOGOS Séminaire transfrontalier ;4 – 5 juillet 2016

**Les dynamiques du changement : Innovation – transformation – restructuration****Architecte, d'un statut à un autre : transformation d'une profession ou adaptation ou comment l'installation en statut de Scop<sup>1</sup> questionne la profession****Introduction**

L'architecte est partie prenante du milieu où il vit en s'inscrivant dans le cadre de la société environnante<sup>2</sup>. Maître du geste et de la création architecturale, il n'en est pas moins confronté à certaines limites. En effet, il ne peut négliger les structures politiques, sociales et économiques et est tributaire des techniques et des matériaux.

La profession d'architecte connaît de nombreuses mutations sans pour autant modifier son cœur de métier identique depuis des millénaires mais amélioré selon les innovations techniques<sup>3</sup> et technologiques<sup>4</sup>.

Leur place dans la société relève des rapports qu'ils entretiennent avec les souverains, les religieux ou les responsables politiques. Ainsi dans l'Antiquité égyptienne, ils étaient Hauts fonctionnaires en charge des temples funéraires dans Pharaons. Sous la Renaissance, ils sont les constructeurs témoignant de la magnificence de la cour de Louis XIV et plus récemment au XX<sup>ème</sup> siècle ils sont artistes créateurs concepteurs d'ouvrages répondant aux besoins économiques et sociaux<sup>5</sup>.

Comment ont-ils traversé les siècles pour construire et maintenir un statut prestigieux (tout du moins dans les représentations) ? Quels changements actuels sont à l'œuvre concernant les statuts juridiques ainsi que les modalités d'exercice de leur profession ?

Nous nous intéresserons ainsi à la figure de l'architecte de l'Antiquité au XX<sup>ème</sup> siècle dans sa quête d'identité à se distinguer de l'artisan, de l'entrepreneur ou de l'ingénieur. Puis nous verrons comment la profession s'est donnée (ou pas) les moyens de négocier son statut dans la société moderne<sup>6</sup>. Nous verrons enfin quelles perspectives s'offrent à la profession, qui lui garantissent une protection ou lui permettent d'exercer au mieux son activité face à la concurrence accrue de grands groupes industriels de la construction.

**La figure de l'architecte (de l'Antiquité au XX<sup>ème</sup> siècle) : une identité longtemps cherchée**

Cette période se caractérise par la quête d'identité à se distinguer de l'artisan, de l'entrepreneur ou de l'ingénieur

**Origine de la place de l'architecte : l'architecture religieuse, funéraire ou princière**

---

<sup>1</sup> Scop : Société Coopérative de Production faisant partie du secteur des SCOP (Sociétés Coopératives et Participatives)

<sup>2</sup> <http://www.universalis-edu.com/bases-doc.univ-lorraine.fr/encyclopedie/architecture-themes-generaux-l-architecte>

<sup>3</sup> Des outils comme le matériau mais aussi des outils scientifiques comme la géométrie, la symétrie ou la proportion

<sup>4</sup> Donnant lieu à un nouveau mode de production comme les ordinateurs ou logiciels de conception architecturale.

<sup>5</sup> Architectes du Congrès international d'Architecture Moderne

<sup>6</sup> Par la mise en place d'un Ordre et d'un code de déontologie

Dans l'Égypte ancienne (III<sup>ème</sup> et II<sup>ème</sup> millénaire avant J.-C.) l'architecte est un Haut fonctionnaire qui prend soit la direction des chantiers de construction où il joue le rôle d'architecte et d'entrepreneur. Il a sous sa direction les architectes ayant une spécialisation technique dans l'exécution<sup>7</sup>.

Fort de cet héritage, l'architecte grec (au V<sup>ème</sup> siècle avant J.-C.) est renommé par ses prouesses techniques. Le mot architecte vient d'Architektôm (qui est lié aux techniques primitives de construction en bois, c'est le maître charpentier). Il a une grande considération dans la société.

Trois catégories d'architectes se dessinent alors :

- . Les architectes « de conception » : ce sont les grands « patrons » qui répondent aux appels d'offre émanant de l'administration des grands sanctuaires ou du Conseil de la ville. Ils présentent leurs projets sous forme de maquette et perçoivent de fortes rétributions ; leur renommée est grande ;
- . Les architectes d'exécution : ils ont la responsabilité des chantiers ou d'une partie et jouent leur rôle d'expert. Souvent anonymes, ils sont rémunérés comme les ouvriers spécialisés.
- . Les architectes fonctionnaires : ils rendent un service d'architecture de la ville et sont choisis par l'assemblée du peuple ;

Les architectes font partie des techniciens privilégiés de la ville et considérés par les philosophes comme des artistes du fait de leur création. Ils jouissent d'un statut de haut rang et leurs travaux ainsi que méthodes font l'objet de réflexion philosophique.

Mais déjà à ce moment, il y a une confusion entre l'architecte et l'ingénieur par l'importance des compétences techniques attendues. Ils œuvrent pour la gloire du maître mais l'architecte est au service de la communauté et est soumis à des contraintes assez précises, à des règles et à des formes culturelles.

Dans le monde romain, par sa fonction pratique et fonctionnelle, l'architecte devient ingénieur et entrepreneur au service des magistrats et des politiques. Sa place dans la société est moins prestigieuse que celle du monde antique grec.

### **L'architecte au Moyen-âge, une longue sortie de l'anonymat**

Peu de noms de bâtisseurs sont connus à cette époque, ils sont maçons et charpentiers et érigent des édifices sur plan. Progressivement, ils se forment aux mathématiques et deviennent de plus en plus savants (XI<sup>ème</sup> siècle) tout en restant dans l'anonymat. Ils se détachent progressivement des chantiers et s'intellectualisent.

Au XIII<sup>ème</sup> siècle, les maîtres-maçons sont désignés architectes et commencent à être cités à côté des commanditaires (dont le rôle est prépondérant pour la décision d'entreprendre). C'est aussi à ce moment que se transforment les professions du bâtiment et la maîtrise d'ouvrage. L'architecte se spécialise ainsi dans la conception et le dessin des plans, il établit les devis et laisse à ses maçons le soin de l'exécution.

Le titre d'architecte apparaît ainsi dès 1388 (pour la première fois dans « *Le Livre des faits et bonnes mœurs du roi Charles V le sage* » de Christine de Pizan<sup>8</sup>). Les métiers du bâtiment se spécialisent et s'enrichissent (bois, pierre...) alliant art et technique d'où émergera une élite de techniciens, anciens maîtres-maçons et bien rémunérés<sup>9</sup>. Les chantiers se développent avec une production en série qui nécessite coordination et harmonisation.

---

<sup>7</sup> CHAMPY, F., MARTIN, R., HEITZ, C., MOULIN, R., & RABREAU, D. (s.d.), « *ARCHITECTURE (Thèmes généraux) - L'architecte* ». Consulté le juin 17, 2016, sur Universalis Education: <http://www.universalis-edu.com/bases-doc.univ-lorraine.fr/encyclopedie/architecture-themes-generaux-l-architecte/>

<sup>8</sup> QUICHERAT, J. (1847). Titres concernant Raimond du temple, architecte du roi Charles V. *Bibliothèque de l'École des chartes*, pp. 55-60.

<sup>9</sup> MONNIER, G. (2010). *Histoire de l'architecture*. Paris: PUF.

### **La profession d'architecte, une autonomie progressive avec le statut de libéral**

La profession d'architecte devient (depuis la Renaissance) une profession libérale caractérisée par des savoirs intellectuels, les distinguant des maîtres maçons et autres métiers manuels mais aussi de la condition salariale au cours du XX<sup>ème</sup> siècle.

En effet, le statut de libéral correspond à l'image élitiste de l'architecte issu des Beaux – Arts, caractérisé historiquement par la distinction des autres métiers du bâtiment. Ce statut (non salariat et non profit) apparaît déjà dans les procès-verbaux des séances de l'Académie<sup>10</sup>. L'architecte dès lors doit se distinguer des artisans ou commerciaux, il est doté d'une formation ainsi que d'un titre et d'un emploi à temps plein. Ce statut installe donc une faible quantité d'architectes liés à la commande prestigieuse et au mécénat dans une société de type aristocratique. L'architecte devient artiste, auteur personnel d'un projet de création<sup>11</sup>. La création de l'Académie royale d'architecture par Blondel et Colbert élève l'architecte à une position prestigieuse et permet d'assurer la fidélité des architectes au roi tout en proposant une formation qui répondrait à une architecture nouvelle correspondante à une vision grandiose de la monarchie et d'assurer un groupe d'architectes ayant une haute moralité qui faisait défaut chez les entrepreneurs et fournisseurs intervenants dans les grands chantiers<sup>12</sup>. Ce statut libéral va être confirmé par l'Ordre des architectes à sa création en 1940 afin de protéger la profession des pratiques de mauvaise qualité par des acteurs non qualifiés.

C'est à l'architecture savante (selon des plans) que se réfère cette évolution par opposition à l'architecture vernaculaire perpétuant l'habitat local selon des savoirs traditionnels<sup>13</sup>.

### **Un statut revisité au XXème siècle**

La profession s'est donné les moyens d'affirmer son statut dans la société moderne avec la création de l'Ordre des architectes par la Loi du 31 décembre 1940 et se confirme durant le XXème siècle par une formation, un titre et un code de déontologie.

### **Les engagements déclarés de la profession**

En effet, la profession d'architecte, par l'intermédiaire de son Ordre, engage moralement ses membres en proposant un Code de Déontologie et engage professionnellement par la mission d'intérêt général qu'ils doivent assurer. Historiquement, on associe les trois principes fondateurs de l'architecture formulés par Alberti selon Vitruve qui sont :

*l'utilitas* (programme) ;  
*la firmitas* (technique) ;  
*la venustas* (beauté) ;

ou selon Rohe, ce qui est possible (technique), nécessaire (utile) et significatif (art)<sup>14</sup>. Ces principes guideront la pratique et détermineront les valeurs de la profession encore aujourd'hui.

Les architectes sont membre d'une profession libérale à statut réglementé et représenté par un Ordre : le titre d'architecte est protégé (notamment par la Loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture<sup>15</sup> qui rend obligatoire le recours à un architecte pour établir un projet architectural soumis au permis de construire ; cette obligation permet un certain monopole même si dans la réalité, celui-ci reste relatif). L'activité est soumise à des conditions d'accès (le diplôme) et les architectes sont soumis au respect d'obligations

<sup>10</sup> MOULIN et al., R. (1973). *Les architectes Métamorphose d'une profession libérale*. Paris: Calmann-Levy.

<sup>11</sup> CHAMPY, F. (2001). *La sociologie de l'architecture*. Paris: La Découverte.

<sup>12</sup> GERBINO, A. (2009). Blondel, Colbert et l'origine de l'Académie royale d'architecture. *Architecture et théorie. L'héritage de la Renaissance*. Tours: CESR.

<sup>13</sup> RINGON, G. (1997). *Histoire du métier d'architecte en France*. Paris: PUF.

<sup>14</sup> MOULIN, R., DUBOST, F., GRAS, A., LAUTMAN, J., MARTINON, J.-P., & SCHNAPPER, D. (1973). *Les architectes Métamorphose d'une profession libérale*. Paris: Calmann-Lévy. Paris: Calmann-Lévy.

<sup>15</sup> [LOI 77-2 1977-01-03 JORF 4 JANVIER 1977 Rectificatif JORF 5 et 21 JANVIER 1977](#)

déontologie sanctionnées disciplinairement. Tout individu désirant devenir architecte s'engage à respecter ces règles qui font de l'architecture :

«... une expression de la culture où la création architecturale, la qualité des constructions, leur insertion harmonieuse dans le milieu environnant, le respect des paysages naturels ou urbains ainsi que du patrimoine sont d'intérêt public. Les autorités habilitées à délivrer le permis de construire ainsi que les autorisations de lotir s'assurent, au cours de l'instruction des demandes, du respect de cet intérêt<sup>16</sup> ».

### **L'Ordre des architectes**

Créé en France (sur le projet de Jean Zay ministre en charge des Beaux-Arts) en 1940, l'Ordre est institué par la loi du 31 décembre 1940 puis réactualisé le 3 janvier 1977. C'est un organisme de droit privé chargé de missions de service public et placé sous la tutelle du Ministère de la Culture et de la Communication. Il a comme statut un décret pris en Conseil d'État en application de cette loi. Il est composé de 26 Conseils régionaux et du Conseil national.

Son principe est de distinguer l'activité économique de construction de celle libérale de conception et de vérification : « La profession d'architecte est incompatible avec celle d'entrepreneur, industriel ou fournisseur de matières ou objets employés dans la construction<sup>17</sup> ».

L'inscription à l'Ordre des architectes confère le droit d'exercer la profession et de porter le titre d'architecte. Par ailleurs, il existe des règles d'exercice pour les sociétés d'architecture<sup>18</sup> (outre les règles communes à toute création de société, celles d'architecture doivent avoir entre autre règle, des actions nominatives ; plus de la moitié du capital social et des droits de vote doivent être détenus par un ou plusieurs architectes personnes physiques (y compris s'ils exercent légalement leur activité dans un pays de l' Union Économique Européenne ) ou éventuellement par des sociétés d'architecture ; un des associés au moins doit être une personne physique détenant 5 % minimum du capital social et des droits de vote. Enfin, toute société est solidairement responsables (quelle que soit sa forme sociale) des actes professionnels accomplis pour son compte par des architectes.

### **Le Code de déontologie**

L'exercice de l'architecture est soumis à un code de déontologie. Il y est fait référence aux règles relatives à la publicité, au devoir de conseil et à la rémunération. Les architectes doivent respecter des devoirs professionnels, des devoirs envers les clients (par exemple, tout engagement professionnel de l'architecte doit faire l'objet d'une convention écrite préalable, définissant la nature et l'étendue de ses missions ou de ses interventions ainsi que les modalités de sa rémunération) mais aussi envers les confrères. Tout manquement peut entraîner des sanctions disciplinaires.

Ainsi malgré une hétérogénéité des conditions d'exercice, le statut de libéral reste prépondérant et présente une figure marquante de l'architecte, tantôt artiste (comme ceux issus de la formation des Beaux-arts), tantôt rationnels pour répondre à une logique industrielle et économique<sup>19</sup>.

## **De nouvelles perspectives pour le début du XXI<sup>ème</sup> siècle**

### **Le statut d'associé, un premier pas vers la diversification**

Depuis 1977, l'État confirme l'intérêt pour la profession d'architecte notamment par un élargissement des modes d'exercice. En effet la loi de 1977 va permettre la création des sociétés d'architecture afin de répondre aux difficultés croissantes que connaît la profession<sup>20</sup>.

---

<sup>16</sup> Article premier de la loi de 1977

<sup>17</sup> <http://admi.net/jo/loi24janvier1941.html>

<sup>18</sup> <http://www.architectes.org/exercer-la-profession/les-conditions-d-exercice/les-societes-d-architecture>

<sup>19</sup> MOULIN et al., R. (1973). *Les architectes Métamorphose d'une profession libérale*. Paris: Calmann-Levy.

<sup>20</sup> CHAMPY, F. (2001). *La sociologie de l'architecture*. Paris: La Découverte.

Ainsi apparaissent des architectes fonctionnaires, salariés, associés à côté des architectes libéraux. Ce sont ainsi de nouvelles perspectives qui s'offrent à la profession, lui garantissant une protection ou lui permettant d'exercer au mieux son activité face à la concurrence accrue de grands groupes industriels de la construction.

### **Un statut retrouvé, celui de Scop**

Une troisième figure semble se dessiner qui présente un statut très éloigné de celui de libéral, c'est celui de Société coopérative de production (Scop) faisant partie du secteur des Sociétés Coopératives et Participatives<sup>21</sup>.

Ce choix relève – t – il d'un changement profond dont on voit débiter les contours, présentant une réelle restructuration de la profession afin de répondre à des valeurs de coopération, une volonté affirmée de répondre à des valeurs de gouvernance démocratique indiquant ainsi une approche spécifiquement politique de l'exercice de l'architecture ou ne relève – t – il que d'une adaptation à une situation ponctuelle, proposant une innovation dans la profession de type statutaire plus qu'identitaire, la Scop n'étant qu'un outil pour se prémunir des risques face à une crise qui éprouve durement la profession ?

Les SCOP, Sociétés Coopératives et Participatives désignent généralement des entreprises ayant choisi le statut de Scop (Société Coopérative de Production) ou de Scic (Société Coopérative d'Intérêt Collectif).

Juridiquement, la Scop est une société coopérative de forme SA (Société Anonyme) ou SàRL (Société à Responsabilité Limitée) dont les salariés sont les associés majoritaires (et détiennent au moins 51% du capital social et 65% des droits de vote). Si tous les salariés ne sont pas associés, ils ont tous vocation à le devenir. Le dirigeant est le même que dans toute entreprise, mais il est élu par les salariés associés<sup>22</sup>.

Le partage du profit est équitable :

- une part pour tous les salariés, sous forme de participation et d'intéressement ;
- une part pour les salariés associés sous forme de dividendes ;
- une part pour les réserves de l'entreprise

Les réserves, impartageables et définitives (en moyenne 40 à 45% du résultat) permettent à l'entreprise de consolider les fonds propres tout au long de l'activité et à la pérenniser. Les co-entrepreneurs sont rémunérés de leur travail et de leur apport en capital, remboursé sans plus-value à leur départ.

La loi relative à l'économie sociale et solidaire du 31 juillet 2014 apporte des modifications au statut et au fonctionnement des Scop<sup>23</sup>.

- La création d'un statut provisoire de Scop d'amorçage (permettre notamment à un associé non coopérateur, de détenir provisoirement plus de la moitié du capital d'une Scop. En cas de transformation d'une société en Scop, les salariés n'ayant pas la possibilité de détenir plus de la moitié du capital pourront bénéficier des avantages fiscaux des Scop pendant une période 7 ans afin de leur laisser le temps de devenir majoritaires.
- Les coopératives pourront décider d'utiliser les réserves de la Scop pour racheter les parts sociales souscrites par des associés non coopérateurs dans les 7 ans suivant la transformation d'une Scop.
- Faciliter le regroupement des Scop et permettre à un associé coopérateur d'une Scop de prendre des parts sociales dans le capital d'une autre Scop et d'être considéré, dans cette dernière, associé coopérateur.
- Adopter le statut de société par action simplifié (SAS) outre celui de SàRL et de SA (déjà utilisées).

<sup>21</sup> Un bref historique du statut de Scop est présenté en annexe

<sup>22</sup> Le lecteur trouvera en annexe les spécificités des différents statuts

<sup>23</sup> <http://www.apce.com/pid596/scop.html?espace=1&tp=1>

Plusieurs raisons justifient le choix du statut de SCOP :

- L'engagement dans un projet collectif : le principe « une personne = une voix » renforce la confiance des salariés dans l'entreprise et ses décisions et rend le projet durable ;
- Sous le statut de Scop, il est tout à fait envisageable de concilier le désir d'entreprendre avec profit partagé équitablement ; les valeurs d'équité ne sont ainsi pas contradictoire avec le projet d'entreprise ;
- En cas de transmission pour départ (en retraite par exemple), le statut de Scop permet de donner la main à ceux qui ont contribué à développer l'entreprise, de maintenir le savoir-faire tout en assurant motivation et implication des salariés qui deviennent ainsi associés au capital, donc co-entrepreneurs ;

### Les figures de l'architecte entre artisan-artiste-ingénieur : tentative d'identification

Pour l'instant, quelques pistes se dessinent, précisément trois axes où l'on pourrait repérer les figures historiques des architectes, et qui permettent d'identifier la situation des architectes dans leur carrière ainsi que leur trajectoire s'ils évoluent. Ces trois axes, supports de l'identité professionnelle seraient :

- le statut juridique dans la profession d'architecte ;
- la formation et les valeurs que véhiculent les écoles d'architecture ;
- et enfin, le parcours personnel et les ressorts de la socialisation primaire ; une analyse de l'origine sociale en terme de champ

Axe Figure Idéal-typique	Statut	Formation et Valeurs	Parcours personnel et socialisation primaire ; Origine sociale
Architecte traditionnel ou classique	<b>En majorité Libéral Force de la signature</b>	Ecole des Beaux-arts type artiste Avant 1968 Force symbolique du titre	Origine aristocratique (historiquement) puis catégorie socioprofessionnelle aisée ;
Architecte moderne	Libéral ou associé, moindre incidence	<b>Mettant l'accent sur la rationalité au moins autant que sur l'esthétique Economique, utilité Réponse à un besoin</b>	Moindre incidence ; Origine sociale moyenne ou catégorie socioprofessionnelle aisée ;
Architecte « alternatif <sup>24</sup> »	Scop	Moindre incidence Acceptant des formations mixtes ingénieurs	Origine sociale moyenne ou modeste <b>Expérience personnelle des valeurs de Coopération. Collaboration solidarité Gouvernance démocratique</b>

### L'axe statutaire : entre libéral et associé, un glissement vers les Scop ?

Alors même que le statut juridique de « libéral » reste majoritaire dans la profession d'architecte<sup>25</sup>, on constate qu'il est en perte de vitesse au profit de celui d'associé : en effet, entre 1983 et 2013, l'exercice

<sup>24</sup> Cette figure permet de présenter un acteur œuvrant dans l'économie sociale et solidaire (ESS)

<sup>25</sup> Cf le graphique en annexe



individuel à titre libéral passe de 83% des inscrits à l'Ordre à 51% alors que celui des associés dans le même temps passe de 5% à 38%<sup>26</sup>.

Sur cet axe, d'un pôle à l'autre, le statut choisi va de profession libérale à celui de SàRL en Scop en passant par celui d'associé. L'identification professionnelle peut donc se construire par le statut. En effet, le statut de libéral correspond à l'image élitiste de l'architecte issu des Beaux – art, caractérisé historiquement par la distinction des autres métiers du bâtiment.

A l'opposé, le statut de Scop renvoie à une dénomination négative des entreprises reprises par les salariés à la suite de faillites comme l'en atteste l'exemple de l'entreprise Lip dans l'industrie. En effet, initialement Société Coopérative **Ouvrière** de Production, cette appellation renvoie à une condition ouvrière, voire populaire qui rompt avec la traditionnelle image de l'architecte.

### **L'axe formation : entre art et utilité, rationalité et coopération**

Dans ce cas, on peut proposer un glissement/opposition entre l'image de l'architecte – artiste et celui de l'architecte rationnel. Les écoles de formation sont porteuses d'enseignements orientés vers telle ou telle acception, avec comme figure emblématique de la première, l'école des Beaux-arts ou la participation aux concours de Rome et pour la seconde, la recherche de la rationalité en réponse aux problèmes de la société. C'est aussi opposer de faire « de l'art pour l'art » à faire de « l'architecture pour son utilité selon un calcul économique ». Il s'agit ici de faire l'état des lieux des formations réalisées et des discours proposés à l'école d'architecture pour comprendre ce qui se transmet et les représentations de la figure d'architecte qui y est véhiculée.

Ces valeurs déterminent une façon de faire l'architecture : soit selon une gouvernance démocratique que propose le statut de Scop, qui répond ainsi à des valeurs coopératives et de travail collaboratif, soit sans s'opposer à ces dernières, on peut observer des valeurs d'utilité, collectives (comme répondre à des besoins sociaux et intégrer le client dans les projets). Dans cette dernière configuration, le recours au statut de Scop peut aussi rentrer dans un calcul rationnel afin de se prémunir des risques de la crise économique. Ainsi, travailler dans une agence d'architecte en Scop peut devenir une fin en soi, être conforme à qui l'on est, soit être un outil au service d'une nécessité en terme d'emploi.

### **L'axe parcours personnel : entre dominants et dominés**

Par ailleurs il est aussi intéressant de savoir qui sont ces architectes en Scop. Cette réflexion en termes de champ sera l'objet d'un travail de cartographie de la profession à réaliser auprès des architectes Scop en France.

Ils semblent être l'objet de domination (et de mépris par le regard et remarques constatées par certains de leurs collègues). A ce titre il faudrait envisager d'analyser du point de vue de la théorie des champs.

### **Le terrain actuellement : ce qu'il en est**

Au vu des premiers résultats il en ressort actuellement deux profils :

Le premier correspond aux architectes à l'initiative de l'installation en Scop. Ayant déjà expérimenté le statut de libéral, ils ont vu dans le statut de Scop une réponse à leur propre vision du travail, correspondant à une approche collaborative, respectant le travail de chacun et leur apport respectif pour les projets menés : pour ceux-là, la Scop est un aboutissement, un statut qui correspond à ce qu'ils imaginaient de la pratique architecturale. Ils ont plus de 50 ans, sont des hommes, ont vécu des situations peu enviables en tant que libéral ou associé (difficulté de fonctionnement ou de communication avec les associés).

---

<sup>26</sup> <http://www.architectes.org/l-essentiel-des-chiffres-de-la-profession>

Une distinction s'opère cependant dans ce cas. Alors que le choix de s'installer en Scop est impératif pour l'un, ça n'est qu'une possibilité pour l'autre qui a connu des problèmes lors de la transmission de parts au moment du départ en retraite d'un des associés. Le statut de Scop est donc venu faciliter la reprise des parts pour les jeunes salariés qui viennent s'associer.

Une autre distinction se dessine lors des observations. En effet, pour l'un, le statut est conforme à ses valeurs de partage, d'égalité dans le travail avec une organisation horizontale ou chacun a la même importance sans hiérarchie aucune. C'est moins vrai pour l'autre ou on assiste aussi à une revendication d'égalité mais plutôt au moment de l'assemblée générale qu'au quotidien. En effet, on peut constater un travail plus vertical proche de ce qui se fait entre l'architecte et son salarié. De plus la concertation se fait plus par domaine (les architectes entre eux et les architectes-urbanistes et paysagistes par ailleurs). Il y a, semble-t-il plutôt un modèle qui se rapproche de ce qui se fait dans les agences de taille moyenne.

En ce qui concerne le second profil, il s'agit plutôt des jeunes générations n'ayant pas eu une grande expérience dans la pratique architecturale, et si elle existe, elle se fait en tant que salarié. Il est difficile de voir en eux une volonté impérative de s'installer en Scop vu la durée courte de leur expérience (4-5 années, maximum 8 ans). Pour certains d'entre eux, il a fallu réfléchir aux enjeux de ce statut, et la réponse n'a pas été donnée immédiatement, mais quelques mois plus tard après la première proposition. Lorsqu'ils ont validé ce statut, certains l'ont fait en attendant de ce statut protection et soutien face aux difficultés économiques, pour d'autres, c'était l'occasion d'accéder au statut d'associé et pour d'autres enfin, c'était conforme à leurs valeurs et attentes du métier telles qu'ils l'imaginaient (maîtrise du projet de la conception à la réalisation, importance du partage et de l'échange, la possibilité de se former dans la pratique, accéder à une forme d'autonomie impossible en statut de salarié et difficile (d'un point de vue économique) en tant que libéral.

Les architectes en Scop seraient caractérisés par une hiérarchie des valeurs différentes. C'est la représentation qu'ils se font de leur métier qui se distingue des autres architectes en renonçant à la figure de l'architecte artiste au profit du projet collaboratif. Ainsi on peut convoquer ici la théorie de la justification<sup>27</sup>.

## Conclusion

La figure de l'architecte émerge dès l'antiquité et dans un long parcours historique du fait des besoins spécifiques de la part du pouvoir en place, qu'il soit religieux (pour les constructions funéraires) ou royal (pour montrer la magnificence de la France).

Les changements de statut ne sont possibles que sous l'impulsion des innovations de deux ordres :

- . Par les prouesses techniques : le statut d'architecte ingénieur s'installe durant l'Antiquité romaine ainsi que durant le XX<sup>ème</sup> siècle ;
- . Par les prouesses esthétiques : l'architecte est valorisé dans son projet et son œuvre de création.

En se rendant indispensable pour asseoir le pouvoir et la grandeur des responsables politiques ou religieux, l'architecte a pu s'imposer socialement et professionnellement. Or son rôle n'est plus exclusif (par la concurrence des grands groupes de construction industrielle) d'où la nécessité d'évoluer et s'adapter notamment en période de crise. De ce fait, on peut constater le passage d'un statut de libéral à celui d'associé vers la fin du XX<sup>ème</sup> siècle mais avec des dérives d'ordre organisationnel comme la perte pour les salariés de la maîtrise de la production architecturale dans son ensemble. Ainsi, l'utilisation du statut de Scop (et de Scic<sup>28</sup> mais non étudiée ici) provient entre autre d'une volonté de certains architectes de se réappropriier l'ensemble de ces actes. L'innovation majeure n'est pas que technique, technologique ou

<sup>27</sup> BOLTANSKI, L., & THEVENOT, L. (1991). *De la justification Les économies de la grandeur*. Paris: Gallimard.

<sup>28</sup> Société Coopérative d'Intérêt Collectif



artistique, elle est aussi organisationnelle. Il s'agit de refaire de l'architecture tout en sachant faire face à une concurrence interne mais aussi externe (émanant des grands groupes de bâtisseurs industriels).

L'architecte redevient par ce statut un artisan moderne doté de compétences techniques et d'autonomie dans la réflexion et dans la décision (démocratique de surcroît). Des expériences voient le jour, les collectifs d'architectes qui sont une façon de concevoir un projet faisant appel à plusieurs architectes ayant certaines compétences attendues. Ces collectifs permettent la collaboration mais ne sont pas de nouveaux statuts, seraient-ils une des figures de ce nouveau virage abordé au début du XXIème siècle ?

## Annexe

<b>1831</b>	Premier " contrat d'association de travailleurs " établi par des menuisiers avec l'assistance d'un médecin philanthrope Philippe Buchez
<b>1834</b>	Création de l'Association des Bijoutiers en Doré, qui avec le " contrat d'association de travailleurs " de Buchez sont les précurseurs de la coopérative de production.
<b>1879</b>	Le Congrès Ouvrier est défavorable aux coopératives.
<b>1892-1895</b>	Création par les mouvements coopératifs de différents pays de l'Alliance Coopérative Internationale (ACI). Distinction des différentes branches de la coopération dont celle des producteurs et celle des consommateurs.
<b>1900</b>	247 coopératives de production.
<b>1910</b>	La coopération de production prend son envol grâce à des regroupements d'ouvriers professionnels dans le bâtiment, le livre ou la transformation des métaux. 500 coopératives, 20 000 sociétaires, 8 000 auxiliaires.
<b>1915</b>	Publication du texte concernant les Scop dans le livre III du Code du Travail.
<b>1945</b>	Création de la Fédération nationale des Scop du bâtiment et des travaux publics.
<b>1978</b>	Loi portant statut des Sociétés coopératives ouvrières de production
<b>1978-1982</b>	Essor du nombre de Scop et du nombre d'emplois.
<b>2001</b>	Loi permettant la création de Scic (Société coopérative d'intérêt collectif).
<b>2010</b>	Pour mieux refléter la diversité des Scop, présentes dans tous les secteurs d'activité, le mouvement adopte l'appellation Société coopérative et participative (anciennement Coopérative ouvrière de production).